

LE BRÉSIL DES MILITAIRES A TRAVERS LE REGARD FRANÇAIS, 1964-1976

Emmanuel GAROT

Il n'est pas nécessaire d'évoquer la malheureuse expérience de la France antarctique, tentée par Nicolas Durand de Villegaignon au milieu du XVI^e siècle, pour démontrer l'étroitesse des liens entre la lointaine terre brésilienne et l'Hexagone. Le prestige culturel français, l'aura de la révolution française et son rôle indirect dans les indépendances sud-américaines, ont achevé d'ancrer au Brésil une francophilie ardente, très perceptible dans les milieux cultivés. Le Brésil, quant à lui, ne cesse d'alimenter à Paris de multiples fantasmes mâtinées d'exotisme. Nul doute que l'arrivée au pouvoir des militaires à Brasilia n'a pu qu'influencer ces rapports en tous points privilégiés, d'autant que la croissance économique à la «japonaise» du Brésil n'a pas toujours laissé les autorités françaises sans ambitions.

La lecture de la presse française permet d'en prendre la mesure, moyennant l'acceptation et la prise en compte d'un abord avant tout hexagonal. Afin d'éviter par ailleurs de donner une vision trop partielle de la question, le choix des articles consultés pour ce travail s'efforce de recouvrir les tendances éditoriales les plus diverses : *Le Monde*, *Le Monde Diplomatique*, *Le Figaro*, *L'Humanité*, *L'Express*, *Le Point*, le *Moniteur du Commerce International (MOCI)* et *Les Echos*.

Le coup d'État militaire du 1^{er} Avril 1964 vient, incontestablement, contrarier un rapprochement franco-brésilien riche de promesses, initié par la sortie simultanée de la France du borbier algérien et de son inévitable purgatoire diplomatique. Recevant André Malraux à Brasilia au mois d'août 1959, le président Kubitschek affirme cette évolution dans une belle envolée francophile : «*Nous reconnaissons avec gratitude et nous proclamons que notre France n'est pas seulement grande dans le passé, mais que, plus que jamais, elle incarne la jeunesse de notre époque, une nation qui reprend sa mission universelle et son rayonnement spirituel*»¹.

Cette belle amitié doit tout d'abord souffrir de l'épisode tragi-comique de la « guerre de la langouste ». Une querelle qui débute par l'interdiction

¹. *Le Monde* du 26.08.1959.

faite aux navires de pêche français de s'aventurer à moins de 12 miles des côtes, au début de l'année 1961. Des incidents émaillent ensuite la campagne de pêche 1962, plusieurs navires sont arraisonnés, tandis que le gouvernement brésilien entend affirmer que la langouste « marche » à défaut de « nager ». Un détail lourd de conséquences puisqu'il fait de notre animal une composante de la faune du plateau continental, plateau sur lequel le Brésil souhaite faire respecter un droit exclusif d'exploitation. La campagne de pêche 1963 voit les relations entre les deux pays s'envenimer à cause de l'envoi par la France d'un escorteur. Cette maladresse psychologique aboutit à créer au Brésil une véritable poussée de fièvre guerrière, tandis que les ambassadeurs des deux pays sont rappelés dans leurs capitales respectives, sanctionnant une crise diplomatique hors de toutes proportions.

Les causes de cette escalade s'avèrent en fait très indirectes. Le refus du Brésil d'indemniser les porteurs français d'actions d'entreprises nationalisées par Getulio Vargas durant la deuxième guerre mondiale, les nationalismes exacerbés par la guerre d'Algérie pour Paris, par l'occupation de l'avant-scène sud-américaine par Cuba pour Brasilia, expliquent l'intransigeance réciproque.

La légèreté des motifs de cette querelle apparaît clairement lorsqu'au mois de janvier 1964, João Goulart prend l'initiative d'adresser une lettre chaleureuse au général De Gaulle, l'invitant à se rendre au Brésil. Celui-ci accepte aussitôt d'inscrire le Brésil sur la liste des pays sud-américains qu'il doit visiter au mois de septembre, le problème des zones de pêche fera entre temps l'objet des négociations nécessaires.

Après ce voyage, rendu un peu incongru par le désir des nouveaux dirigeants brésiliens d'éviter à tout prix de froisser la susceptibilité américaine, s'ouvre une période fort calme pour notre réflexion. De 1964 à 1968 la presse française se signale par une grande discrétion quant à l'actualité brésilienne. La faiblesse des enjeux politiques et économiques que ce pays représente alors pour la France mais aussi la timidité des oppositions au régime des militaires, en sont des explications logiques. A partir de 1968, l'indifférence s'efface devant l'engagement idéologique, fournissant au lecteur de multiples éléments d'analyse.

Le sous-impérialisme

Le Brésil des militaires suscite en France un discours critique dont se dégagent quelques grands thèmes récurrents. L'anti-américanisme français est né dans les années 1930, dans les milieux de l'extrême-droite. Il est depuis un élément de la vie politique et culturelle française. Force est néanmoins de constater que la décennie 1965-1975 constitue une période de forte recrudescence de cette tradition. L'augmentation croissante de l'intervention américaine au Vietnam à partir de 1965 et la prolongation inefficace du conflit, vont créer un symbole durable de la domination américaine du monde : «L'Amérique du Pentagone et des multinationales»¹.

Les relations étroites des dirigeants brésiliens avec la Maison Blanche attestent du rôle particulier dévolu à Brasilia : celui de gendarme de l'Amérique latine alors même que le « containment » anti-castriste bat son plein. La dénonciation de l'ingérence américaine, quelle qu'en soit la localisation, répondant au vocable d'anti-impérialisme, la position d'intermédiaire occupé par le Brésil lui vaut d'être taxé fort logiquement de sous-impérialisme. La constance de l'analyse est perceptible tant dans la presse —un numéro spécial sur le Brésil du *Monde Diplomatique* parle du «*sous-impérialisme d'un pays jouant le rôle de gendarme continental*»²— que dans différents ouvrages ou travaux universitaires. Tel le mémoire de D.E.A. d'études politiques de Gilbert Canameras présenté en 1979 et s'intitulant : «Le sous-impérialisme du Brésil en Amérique latine»³.

Cette idée est également défendue par des personnalités politiques de premier plan. Ainsi, lors d'un colloque tenu en avril 1973, dans les locaux du Sénat, François Mitterrand développe-t-il ce thème, déclarant que «*le Brésil est le gendarme de l'Amérique latine, mais (que) si l'on remonte à la source on trouve l'impérialisme américain qui obtient au Brésil un puissant relais doué d'une grande capacité d'expansion*»⁴.

L'importance accordée au sous-impérialisme conduit parfois à minimiser fâcheusement les expressions purement brésiliennes de certaines

¹. WINOCK, Michel, *Chronique des années 60*, Paris, Seuil, 1987, p. 215.

². *Le Monde Diplomatique*, Juin 1976.

³. G. Canameras, *Le sous-impérialisme du Brésil en Amérique latine*, Mémoire de D.E.A., I.E.P. de Paris, 1979.

⁴. *Le Monde*, 13/02/73.

ambitions. Ainsi en est-il du programme nucléaire brésilien. celui-ci est interprété comme le renforcement substantiel du potentiel, civil comme militaire, d'un pays au service des États-Unis. Ce point de vue s'exprime avec force dans les mouvements et partis de gauche, ainsi que dans la presse qui leur est attachée, comme *L'Humanité* : «*Équipé par la République Fédérale d'Allemagne, le Brésil pourra persévérer dans le rôle de gendarme qu'il exerce pour le compte de l'impérialisme américain*»¹.

Les oppositions américaines manifestées à l'égard de ce programme signé avec Bonn ne sont curieusement que peu prises en compte ou interprétées comme une connivence mêlée de duplicité.

Le succès de la formule sous-impérialisme n'apparaît toutefois qu'au début des années 1970, près de dix ans après le coup d'État. ce haussement de ton semble finalement autant la conséquence de la radicalisation du régime de Brasilia, que le fruit d'une évolution de l'idéologie française conduisant à des concessions, fussent-elles de vocabulaire, à une pensée révolutionnaire fort en vogue.

Le «fascisme»

A partir de 1968, et devant la montée en puissance de l'opposition, les plus intransigeants des militaires occupent progressivement l'avant-scène politique. Cette évolution se traduit par l'engagement du Brésil dans une spirale infernale dans laquelle pression et répression farouches se nourrissent mutuellement. En France, le terrorisme d'État pratiqué par les militaires se voit accuser de fascisme. Le gouvernement brésilien des militaires présente, à l'évidence, les caractéristiques d'un régime autoritaire. Les emprisonnements à caractère politique, la censure, les condamnations à l'exil des opposants, les actes de torture, s'abattent sans ménagement sur toute expression anti-gouvernementale. Toutefois, on ne peut guère parler de régime totalitaire. L'absence d'un parti unique, l'inexistence d'un encadrement strict des consciences, limitent le plus souvent la répression à s'attaquer aux formes d'action jugées trop ostentatoires par les autorités. L'utilisation du terme fascisme contribue finalement davantage à obscurcir le débat qu'à l'éclairer, en raison du poids historique lié à celui-ci. Mais, à l'heure de tant de souffrances, l'anti-fascisme s'accommode mal des débats sémantiques.

¹. *L'Humanité*, 24/01/76.

Ainsi, à l'occasion de la parution en France du petit manuel de guérilla urbaine de Carlos Marighela, publié par un collectif d'éditeurs (Flammarion, Gallimard, Le Seuil, Armand Colin, Grasset, Robert Laffont, Esprit et Maspero), et cela malgré un décret d'interdiction, Conrad Detrez écrit dans sa préface : «*Il faut partout, toujours, combattre le fascisme et l'impérialisme. En Amérique Latine, celui-ci est américain, au Brésil celui-là risque de servir pendant longtemps si ne se multiplie pas rapidement le nombre des résistants*»¹.

De la même façon le bureau national du PSU, dirigé par Michel Rocard, justifie les actions terroristes au Brésil : «*Le recours à la violence paraît en réalité, face à la violence institutionnalisée au Brésil, où les fascistes au pouvoir pratiquent systématiquement la torture, la seule solution qui s'offre aux défenseurs de la démocratie*»².

Le capitalisme

Le Brésil est régulièrement envisagé comme le poste avancé du capitalisme occidental dans le tiers-monde. Un capitalisme qui exploite sans vergogne une population à même de constituer une classe ouvrière peu onéreuse. Avec l'inévitable danger pesant sur les ouvriers des vieux pays industrialisés : «*Les patrons français, belges, suisses, canadiens, allemands, nord-américains, japonais... ont leur Brésil et, en complicité avec les patrons brésiliens, ils ne se gênent pas pour le piller et exploiter sa population*», explique une brochure du syndicat C.F.D.T, consacrée au Brésil³.

Lors de la visite en France du président Ernesto Geisel en 1976, Jean Kanapa écrit dans *L'Humanité* du 26 Avril : «*Le général brésilien vient en effet en démarcheur d'une oligarchie qui, pour survivre à la crise économique succédant au "miracle de naguère", veut encore plus d'investissements de capitaux français. Et il y vient rencontrer moins un président de la République Française que le protecteur des 25 groupes industriels et financiers qui dominent la vie française... Ceux qui licencient ou menacent de licencier des milliers de leurs salariés français pour*

¹. MARIGHELA, Carlos, *Pour la libération du Brésil*, Paris, Seuil, 1970, p. 7.

². *Le Monde*, 19/08/73.

³. *Le Brésil des travailleurs*, CFDT, Date non précisée.

augmenter fabuleusement leurs profits en allant exploiter au Brésil une main d'oeuvre outrageusement sous-rémunérée et licenciable à merci». On trouve ici l'expression de la crainte des délocalisations. Même si le terme n'apparaîtra que dans les années 1980.

La «réserve» de main d'oeuvre bon marché que constitue le Brésil est exploitée bien entendu par le biais des grandes sociétés multinationales, qui ont su profiter du modèle de développement sud-américain. Un modèle qui repose sur une politique de substitution d'importations, encourageant les investisseurs étrangers potentiels à venir fabriquer au Brésil. La dénonciation de l'inféodation économique du Brésil aux capitaux nord-américains est fréquente : «... *Les menaces que l'expansionnisme brésilien fait peser sur les autres pays de l'Amérique du sud ne peuvent se concrétiser que dans la mesure où elles ne s'opposent pas à la domination que les industries américaines exercent sur les marchés du continent. Ce sont les multinationales qui restent maîtresses du projet industriel brésilien*»¹.

Dans ce discours il faut relever la place essentielle de l'Amazonie. La mise en valeur de ce territoire a été décidée en 1966 par le président Castelo Branco, selon un programme quasi-militaire d'occupation et de développement. A cette fin, la SUDAM (Superintendencia do Desenvolvimento da Amazonia) est créée, ainsi qu'une zone franche à Manaus. Le travail est laissé largement au secteur privé à partir de 1970, par le biais de véritables sociétés de colonisation privées. La désapprobation est grande devant cette création d'une sorte de «*réserve pour le capital multinational*»², renforcée par l'ethnocide subi par les populations indiennes. L'impact de ce sujet en France apparaît clairement lorsque Philippe Noury remporte le prix Albert Londres 1970 pour sa série de reportages menés en Amazonie, décrivant le sort réservé aux Indiens par une colonisation s'imposant au mieux par l'acculturation, au pire par l'extermination. Il est à noter que l'exploitation de l'Amazonie ne suscite pas d'inquiétude pour les dégâts infligés à l'environnement. L'écologie ne se penchera réellement sur le problème amazonien qu'à partir des années 1980.

¹. *Le Monde Diplomatique*, Juin 1976.

². *Le Monde Diplomatique*, Juin 1976.

La Révolution

La démarche du régime de Brasilia justifie, aux yeux d'un certain nombre en France, le recours à la violence.

Les propos du bureau politique du P.S.U, ainsi que la parution en France, au nom de la liberté d'expression, du manuel de Marighela en sont des exemples significatifs. La présence importante de l'Amérique latine dans la presse française du début des années 1970 est à bien des égards révélatrice d'une vision du monde éclore dans les milieux dits «gauchistes» et protestataires de l'après 68. Ainsi que l'expose Michel Winock, il semble que face au ralliement de la classe ouvrière à la société de consommation, la jeunesse «révolutionnaire» reconstruit une «*nouvelle lutte de classe à l'échelle planétaire*»¹. Le tiers-monde se substitue désormais à l'ouvrier occidental en tant que leader prolétarien de la révolution socialiste.

Cette démarche générale tend à magnifier les mouvements de guérillas du tiers-monde, en Asie, en Afrique, ou en Amérique du sud. Le succès particulièrement fort de ce dernier continent dans les consciences françaises —l'aura de Che Guevara et la politique éditoriale de la librairie Maspero en sont des illustrations— minimise d'autant les luttes engagées sur les autres continents. Peut être peut-on interpréter ce succès à la lumière de la thèse de Gérard Chaliand. Celui-ci avance l'hypothèse d'un succès de l'eurocentrisme, favorisant la mémoire d'une guérilla «blanche», par ses acteurs aux racines européennes².

Le Brésil à Paris

La répression exercée par le régime des militaires est à l'origine d'un véritable afflux de réfugiés politiques en France. Il est possible d'identifier deux vagues distinctes d'arrivées. La première est consécutive au coup d'État de 1964, et concerne une partie du personnel politique de «l'ancien régime», ainsi qu'un certain nombre d'intellectuels. C'est ainsi que l'on retrouve Kubitschek à Saint Jean de Luz, avant qu'il ne regagne le Brésil en octobre 1965. On signale également la présence en France de l'ex-gouverneur du

¹. WINOCK, Michel, *Chronique des années 60*, op cit, p.230.

². CHALIAND, Gerard, *Mythes révolutionnaires du tiers-monde, guérilla et socialisme*, Paris, Seuil, 1976.

Pernambouc, Miguel Arraes, de même que celle de Francisco Julião, personnage pugnace et charismatique entre les paysans du sertão.

La seconde vague suit la radicalisation du régime en 1968 et touche pour l'essentiel des intellectuels du monde des médias ou des arts. C'est ainsi que Madame Bittencourt, directrice du pourtant conservateur *Correio da Manhã*, arrive à Paris en décembre 1969¹. Plus représentatifs des exilés obscurs, oubliés des médias, *L'Express* cite la présence en France de l'actrice Norma Bengell, de Gilda Grillo, spécialiste de danse classique, du poète José Vicente et du scénographe Marcos Flaksman². Ces hommes et ces femmes doivent fuir la répression, mais également un discours cohérent et récurrent, le «*Ame-o ou Deixe-o*», votre pays «*Aimez-le ou Quittez-le !*» Un discours qui s'appuie sur des résultats économiques spectaculaires et qui vise aussi, sans doute, à éviter de transformer les prisons en usines à martyrs.

Le choix de la France comme refuge répond à une longue tradition. François Xavier Guerra expose fort bien les relations privilégiées de l'Amérique latine avec l'Hexagone. «*Le rejet des métropoles colonisatrices dans la construction de l'identité nationale a conduit à l'élaboration d'origines plus floues et malléables, dans lesquelles les cultures précolombiennes et la Révolution Française jouent un rôle clé. Les «parents naturels», Espagne et Portugal, se trouvent reniés au profit d'une mère adoptive, la France, à laquelle est attribuée l'apport culturel européen. Voilà qui expliquerait que Paris soit devenue si naturellement une «métropole de substitution»*³.

L'irritation de Brasilia

Lorsqu'une partie de l'opinion française dresse le Brésil en archétype de l'exploitation capitaliste et de la répression totalitaire, les dirigeants brésiliens ne manquent pas de s'indigner. Plus que cela, il semble que la France soit considérée à Brasilia comme le foyer de contestation privilégié. Cela bien que la Suède reçoive également nombre d'exilés et que l'Algérie constitue un foyer tiers-mondiste actif.

¹. *Le Monde*, 25/12/69.

². *L'Express*, 24/04/72.

³. KASPI, André, MARES, Antoine, ed, *Le Paris des étrangers depuis un siècle*, Paris, Imprimerie Nationale, 1989, p.180.

Le centre d'un «complot » se trouve identifié en France par les dirigeants brésiliens. Ainsi Raimundo Padilha, leader du parti gouvernemental, déclare-t-il : «*La campagne de diffamation contre le Brésil était parfaitement organisée et habilement orchestrée. nous regrettons amèrement qu'elle trouve son origine en France, car nous avons de l'amitié pour ce pays*», avant d'ajouter que «*cette campagne d'injures et de calomnies, à laquelle participent de nombreux Brésiliens exilés à Paris, s'étend peu à peu à l'Europe*»¹.

Soucieuses d'éviter certaines mauvaises influences venues de France, les autorités brésiliennes saisissent des journaux, comme *L'Express* du 12 janvier 1968 qui évoque la torture². L'art n'échappe pas à la censure. *La chinoise* de Jean-Luc Godard et *L'attentat* d'Yves Boisset sont interdits de projection. La France se signale encore par sa production culturelle, si goûtée de l'intelligentsia sud-américaine.

Lorsque le Brésil prend à partie la France, c'est au pays des droits de l'Homme et de la Révolution de 1789 que le message s'adresse aussi. Sachant le rôle de cette dernière dans les émancipations nationales latino-américaines, on peut comprendre que l'image brésilienne de la France interfère plus que jamais dans les relations des deux pays. Au cours de la décennie 1965-1975, les mythes révolutionnaires français et sud-américains en viennent ainsi à se croiser. La guérilla fait écho à la guillotine.

La coopération

Toutefois, alors même que l'attrait pour le Brésil se manifeste avec insistance à partir de 1968, par une opposition très forte au régime des militaires, se développe parallèlement un intérêt pour l'économie brésilienne. Le voyage du général De Gaulle en 1964 a pour l'essentiel permis de mettre en place une politique de coopération des plus actives. Le « MOCI » (*Moniteur du Commerce International*) estime en 1966 que «*cette action des services de coopération a fait renaître un courant d'intérêt pour les techniques françaises, qui s'était considérablement réduit à l'issue du deuxième conflit mondial*»³.

¹. *Le Monde*, 05/06/70.

². *L'Express*, 28/10/68.

³. *MOCI*, 27/04/66.

Les réalisations de cette coopération sont mentionnées par la revue, comme la formation d'ingénieurs dans le domaine textile à São Paulo, ou pétrolier, pour le compte de la firme nationale Petrobras. La formation professionnelle s'accompagne d'une assistance technique par des experts, qui jouent un rôle important dans le cadre de la SUDENE, chargée de la mise en valeur du Nordeste, ou dans le cadre de la coopération nucléaire entre les deux pays. Ainsi, et à l'échelle du continent, pour 611 experts français envoyés en Amérique latine en 1966, on n'en comptait que 378 l'année précédente, tandis que de 176 bourses de coopération en 1961-1962, on passait à 1 109 en 1967-1968.

Les relations culturelles se sont trouvées fort logiquement très imbriquées avec cet effort technologiques que, ne serait-ce que par la nécessité d'une bonne connaissance linguistique réciproque. Ainsi, le nombre total des professeurs français en Amérique Latine est-il passé de 261 à 554 entre 1961 et 1967. Dans le même intervalle de temps, les bourses universitaires passent de 241 à 794 ¹.

Il faut attendre en réalité la fin de l'année 1967 pour voir poindre la volonté d'améliorer les relations commerciales des deux pays. En décembre 1967, le directeur de la Fédération des Industries de São Paulo, Amaldo Felmanas, vient à Paris en mission exploratrice, dans le cadre du projet de création de deux comités de contact et d'information, chargés de promouvoir les échanges entre la France et le Brésil. Interrogé par *Le Figaro*, il précise ses objectifs en ces termes : «*Football, café et carnaval, ce n'est pas un titre interrogé sur le Brésil. Rassurez-vous, en ce qui vous concerne, la définition serait tout aussi simpliste : La France, répondrait-on à Rio, mais c'est les parfums et les Folies Bergères ! Le chemin qui reste à accomplir pour effacer de telles lacunes est donc immense...*» ².

Ces propos, en fait bien inquiétants, ne doivent pas occulter que l'année 1967 est une importante année de transition vers une période d'échanges plus active. En janvier 1967, le ministre brésilien des affaires étrangères est venu à Paris signer un accord de coopération ³. Du 9 au 16 mai, une commission mixte s'est réunie à Paris pour renforcer les relations des deux

¹. MARTINIERE Guy, CHONCHOL Jacques, *L'Amérique Latine et le latino-américanisme en France*, Paris, L'Harmattan, 1985, p. 153-154.

². *Le Figaro*, 01/12/67.

³. *Le Monde*, 15/01/67.

pays dans le domaine du nucléaire. Enfin, c'est lors de son passage au Brésil, en octobre, que Michel Debré a, entre deux réunions du FMI, rencontré des officiels brésiliens et envisagé la création d'un comité permanent dans chaque pays, chargé de pallier le manque de contacts suivis entre les entreprises françaises et brésiliennes. Création qui justifie la présence en France au mois de décembre de M. Felmanas. Ces comités seront finalement placés sous la direction du général Buchalet pour la France, sous les auspices du Centre National du Commerce Extérieur, et sous la direction de Thomas Pompeu Soares Neto, président de la Confédération Nationale de l'Industrie, pour le Brésil. Toutefois, malgré cette dynamique, *Le Figaro* ne peut manquer d'exprimer quelques réserves quant au développement des échanges franco-brésiliens.

Lors du dialogue engagé avec Almado Felmanas, il est ainsi demandé à celui-ci s'il est opportun pour la France de promouvoir des échanges commerciaux avec le Brésil, alors que la balance commerciale des deux pays est largement en défaveur de Paris. Une objection qui provoque visiblement son agacement : *«Mais vous pouvez vendre beaucoup plus chez nous ! Dans la métallurgie, l'électronique, la chimie, l'aéronautique et l'automobile, vos industriels ont toutes leurs chances. A eux de savoir conquérir le marché. Nous allons par exemple, construire prochainement un métro à Rio et à São Paulo. Le projet adopté est d'origine allemande mais les travaux seront mis en adjudication. Nous espérons bien que des firmes françaises feront des offres. Et puis, la France peut investir au Brésil et exporter des capitaux. Actuellement, les Américains ont, et depuis 1957, investi pour 240 millions de dollars et les Allemands pour 115 millions. Les français n'en sont qu'à 25 millions»*¹.

En guise de conclusion à cette envolée pleine d'encouragements pour les entrepreneurs français, *Le Figaro* se contente de s'interroger : *«Mais, pour exporter des capitaux, deux règles en principe sont généralement exigées : stabilité politique et financière. Est-ce le cas du plus grand pays d'Amérique Latine ?»*

De toute évidence il est encore un peu tôt, en 1967, pour que la France tente sa chance sur le marché brésilien. Ces premières initiatives sont encourageantes et s'expliquent en fait largement par la mise en place de la diplomatie dite de prospérité chère au président Costa e Silva. La presse française, pour sa part, n'utilise pas encore l'expression de «miracle économique».

¹. *Le Figaro*, 01 /12/67.

Un marché à prendre

La timidité des efforts français ne prend pas fin avec les initiatives de 1967. Il faut en réalité attendre 1969 pour voir les mentalités évoluer, et la presse parler du «miracle économique» brésilien. Jusque là, la crainte d'une instabilité politique et économique chronique avait suscité les plus grandes réticences chez la plupart des entrepreneurs français.

L'argument, il est vrai, avait sans doute aussi valeur d'alibi. Paradoxalement, l'argument disparaît des discours officiels alors même que le Brésil est secoué par une agitation sans précédent, et que certains en France, refusent toute idée d'échanges commerciaux avec une dictature à l'autoritarisme croissant. Tout se passe comme si la peur de rater les opportunités du «miracle brésilien» devenait finalement plus pressante que le risque politique ou financier.

La mission du patronat français au Brésil en 1969, dirigée par le général Buchalet, par ailleurs responsable des relations franco-brésiliennes du CNPF, marque une nouvelle étape importante. En juin 1970, c'est une commission parlementaire, menée par les députés Boscher, Coumaros, Dijon, Péronnet, et Trémeau qui marque un tournant important dans l'appréciation française du marché brésilien. La conclusion du rapport permet d'en apprécier la portée : *«Il semble à peu près certain que le Brésil est à un tournant de son histoire. Il a tout l'air du "Far-west" de notre époque. Plusieurs des personnalités que nous y avons rencontrées nous ont affirmé qu'il serait avant la fin du siècle parmi les dix premières puissances économiques du globe. Comme nous l'avons vu, cette affirmation ne paraît pas déraisonnable... il serait donc urgent que la France se fasse une représentation plus exacte de la réalité brésilienne, comprenne la nécessité pour elle de participer davantage à son développement économique et mesure toutes les chances qui lui sont actuellement offertes en ce sens. L'ambassade de France et la colonie française au Brésil mènent dans ce but un travail considérable, mais il faut qu'en France ces efforts soient suivis, que tous, fonctionnaires, hommes d'affaires, commerçants, travaillent à ce que la France ne soit pas seulement pour le Brésil un ami de vieille date, mais aussi un partenaire économique d'avenir»*¹. Le Sénat menait à son

¹. Rapport d'information parlementaire du 25 Juin 1970.

tour une mission au Brésil, très comparable, au mois de septembre de la même année ¹.

La concrétisation de ces louables efforts se situe dans la seconde moitié de l'année 1971. Déjà le 3 octobre 1970, Valéry Giscard d'Estaing, alors ministre des finances, s'était entretenu avec son homologue brésilien, Delfim Neto. Les deux hommes avaient manifesté à cette occasion une parfaite entente et les discussions aboutissaient à l'obtention d'un prêt de 8 millions de dollars au Brésil pour l'achat d'équipements électrogènes pour une entreprise sidérurgique de Bahia. Mais le résultat le plus spectaculaire demeure l'organisation d'une vaste exposition technologique au Brésil.

Entre 1970 et 1972, la France produit un effort particulier en direction de l'Amérique Latine avec une succession de trois expositions à Buenos Aires, São Paulo et México. Incontestablement, la seconde reste comme l'un des grands moments des relations économiques franco-brésiliennes.

La presse française ne tarit pas d'éloge pour un salon technologique bien mené : *«L'accent principal avait été mis sur les capacités industrielles de notre pays. L'exposition proprement dite offrait surtout des matériels très évolués. Les industries mécaniques avec 3100 m² de stands auxquels s'ajoutaient 1500 m² à l'air libre, s'étaient attachées à présenter de façon très réussie la production française susceptible d'aider à l'équipement du Brésil. L'effort des industries électrique et électronique était également remarquable : la superficie qu'elles occupaient, 2100 m², était la plus importante jamais enregistrée dans une exposition technique française à l'étranger. Les maquettes, les tableaux de présentation mis au point par les industries de l'aéronautique complétaient heureusement les présentations de matériel. Les stands de ces industries qui s'étendaient sur 1600 m² eurent un très grand succès populaire»* ².

A ces grands secteurs industriels, il convient d'ajouter la présence de l'industrie chimique et pétrochimique, et de l'engineering, tandis qu'une section médico-chirurgicale exposait dans des conditions proches du réel. Le MOCI consacré à cette manifestation croit néanmoins bon de préciser que les *«aspects traditionnels de l'activité française ne furent pas négligés : galerie d'art contemporaine, haute couture, artisanat d'art et de luxe, gastronomie»*.

¹. *Le Monde*, 03/10/70.

². *MOCI*, 21/10/70.

Au total, «França 71» occupait près de 35 000 m² dans le cadre du tout nouveau et futuriste Palais des expositions de São Paulo, Parque Anhembi, et comptait 341 entreprises de l'Hexagone réparties dans 238 stands. La tonalité adoptée par les organisateurs faisait la part belle à la dimension attractive et pédagogique : des fours produisaient du pain français, et la maquette de l'aérotrain, la S.M de Citroën et le Concorde symbolisaient aux côtés de la tradition, la technologie de pointe française. En outre, 77 conférences scientifiques et médicales furent tenues, dont certaines répétées dans différentes grandes villes du pays.

Le succès de l'opération fut à la fois quantitatif et qualitatif. Quantitatif car du 9 au 20 septembre 1971, pas moins de 436 000 visiteurs se déplacèrent pour voir les plus belles réalisations françaises. Qualitatif, car le président brésilien, son vice-président, douze ministres, un grand nombre de gouverneurs d'états, de secrétaires généraux et de hauts fonctionnaires firent également le déplacement. Toutefois, le discours triomphal du *MOCI* est tempéré par la nécessité de prendre en compte qu'une exposition allemande, identique dans son principe, s'était tenue quelques mois plus tôt en mars 1971 ¹.

Par son principe, l'exposition française constitue en fait un effort d'élargissement de la présence des entreprises françaises, de grands groupes comme Rhône-Poulenc (Rhodia), Creusot-Loire (Mecanica Pesada), Saint-Gobain ou Pont-à-Mousson (Brasilit et Vidrobras), dans la moyenne industrie. Une stratégie complétée par le nouvel accord fiscal, signé le 10 septembre 1971, mettant fin à la double imposition des bénéfices des entreprises.

Le devoir de suite

Les efforts pour encourager les échanges franco-brésiliens se poursuivent activement après 1971, ponctués par de nombreuses rencontres officielles. En septembre 1972, Giscard d'Estaing reçoit Delfim Neto à Paris, et préconisent une plus grande coopération entre les deux pays. A cette occasion le ministre français souligne le taux de croissance record du Brésil, avec près de 11% ².

¹. *MOCI*, 21/10/70.

². *Le Monde*, 22/09/71.

En 1972-1973, la presse française se montre plus optimiste que jamais. Le *MOCI* qui se montrait prudent quelques années auparavant intitule un dossier concernant le Brésil : «*Brésil : enrichissez-vous*»¹. Dans ce même dossier la revue s'inquiète cependant de ce que «*les premiers arrivants sur le marché brésilien tentent, sinon de fermer la porte derrière eux, du moins d'en rendre l'accès plus difficile dans l'industrie lourde*». Sans doute conscient de ces difficultés, le gouvernement français crée un poste d'attaché scientifique à l'ambassade de France, occupé par Christian Vaugé, pour renforcer l'image d'une France technologique.

En octobre 1974, *Le Monde* décèle dans la nomination de Delfim Neto au poste d'ambassadeur à Paris, un véritable changement de politique². Cet ami personnel du nouveau président Giscard d'Estaing n'a-t-il pas défendu les intérêts du Brésil auprès du Marché Commun, alors qu'il était ministre des finances ?

En août 1975, le président français invite son homologue brésilien, Ernesto Geisel, à se rendre en France en 1976. Une invitation confirmée lors du voyage du ministre brésilien des affaires étrangères à Paris, Azeredo da Silveira, en octobre de la même année. Le patron de l'Itamaraty rencontre à cette occasion les ministres français de l'industrie et du commerce extérieur, messieurs Michel d'Ornano et Norbert Ségard. Cette visite est par ailleurs l'occasion de relancer un projet en panne depuis 1967 : la commission mixte franco-brésilienne. Azeredo da Silveira signe à cette fin au Quai d'Orsay l'acte de naissance de la grande commission franco-brésilienne³. Une commission qui tiendra réunion une fois par an pour coordonner le travail de trois sous-commissions, consacrées respectivement aux relations politiques, économiques et culturelles. Le 28 octobre, le ministre français des affaires étrangères, Jean Sauvagnargues, informe officiellement le conseil des ministres de la création de cette grande commission, de même que de l'adoption du principe de sa visite au Brésil au début de l'année 1976⁴.

Le 31 octobre 1975, peu après avoir rencontré Azeredo da Silveira, le ministre du commerce extérieur, Norbert Ségard, se rend à Brasilia. Il est accompagné d'une délégation de 40 industriels français et tient des propos ambitieux, en exprimant le souhait de voir la France devenir le premier

¹. *MOCI*, 15/10/73.

². *Le Monde*, 24/10/74.

³. *Le Monde*, 24/10/75.

⁴. *Le Monde*, 29/08/75.

partenaire économique européen du Brésil, et en espérant voir tripler les échanges entre les deux pays ¹.

Plus importante néanmoins demeure la visite de Monsieur Sauvagnargues et de son collègue du commerce extérieur, Raymond Barre. A la veille du voyage, *Les Échos* interprète cette démarche comme une visite devant «*marquer une nouvelle étape dans les relations économiques et diplomatiques*». Un optimisme que le quotidien explique par l'évolution politique favorable du gouvernement de Brasilia : «*L'ouverture politique réalisée au Brésil au lendemain des élections de 1974 et le rôle dévolu aux capitaux étrangers laissent à cet égard le champ libre à une coopération plus étendue entre les pays européens et ce continent dans le continent qu'est le Brésil*» ². Cet article est assez singulier, puisque l'un des rares à considérer l'arrivée au pouvoir de Geisel comme un progrès pour la démocratie. Mais ce voyage s'avère en fait très politique. La préparation du voyage de Geisel, et la prise en compte d'une politique extérieure brésilienne plus autonome à l'égard des États-Unis sont au cœur des préoccupations françaises. En témoigne l'attitude des deux ministres français qui ont dû préciser à plusieurs reprises qu'ils n'étaient pas venus pour signer des contrats, à une presse brésilienne qui attendait déjà «*des développements spectaculaires de cette relance de la coopération des deux pays*» ³.

Le modèle économique brésilien

Le choc pétrolier de 1973 provoque une violente poussée inflationniste et inaugure une période de stagflation, se combinant à une stagnation de la croissance en Europe. Face à ces difficultés, les tenants du libéralisme économique français vont fort logiquement tourner leurs regards vers les solutions adoptées par le Brésil.

Sur l'intérêt des décideurs français pour le modèle brésilien de croissance, nous avons ici tiré profit de la lecture de l'ouvrage de Jacques Chonchol et Guy Martinière ⁴. Comme les deux auteurs le font observer, le

¹. *Le Monde*, 02-03/11/75.

². *Les Échos*, 28/01/75.

³. *Le Monde*, 02/02/76.

⁴. MARTINIÈRE Guy et CHONCHOL Jacques, *L'Amérique Latine et le latino-américanisme en France*, op. cit., pp. 204-205.

rapport du parlementaire Albin Chalandon, par sa couverture médiatique exceptionnelle, se démarque singulièrement du ton d'ensemble utilisé à l'égard du Brésil. Deux articles parus dans *Le Monde* et dans l'hebdomadaire *Le Point* voyaient le député inviter «*les pays d'Europe qui manifestent une absence complète d'imagination créatrice devant ce problème (l'inflation), comme devant tant d'autres, ... à regarder de près et à prendre en considération la révolution intellectuelle qui s'est faite au Brésil en fonction d'une pensée dont le pragmatisme n'a pas exclu la capacité d'invention*»¹.

La recette brésilienne, Albin Chalandon l'expose ainsi : «*L'ampleur et la généralisation de l'inflation ont manifesté le caractère permanent et structurel de celle-ci, intimement liée à la croissance. Faut-il la nier en la rejetant comme un corps étranger à l'économie? C'est l'attitude adoptée par la plupart des pays occidentaux qui recourent, dans leur action, à des mécanismes qui ont été conçus pour des économies stables et statiques. Le résultat est là pour montrer que l'inflation, en pénétrant dans la place, casse les mécanismes et instaure le désordre Faut-il au contraire la reconnaître comme une donnée de base et imaginer un système qui fonctionne en l'intégrant ? C'est ce qu'on fait les Brésiliens et sans doute ont-ils trouvé progressivement et sans en avoir une conscience exacte, le meilleur moyen de la maîtriser, et en la maîtrisant, de l'éliminer*»².

En ce même mois de décembre 1973, la revue *Problèmes d'Amérique Latine* prend la forme d'un numéro spécial consacré au «Modèle brésilien de lutte contre l'inflation», rédigé par l'inspecteur des finances Philippe Auberger. Ce numéro fait largement écho aux propos d'Albin Chalandon : «*Le principal objectif de la politique économique brésilienne conçue et réalisée par les gouvernements militaires depuis 1964, est de concilier une forte croissance avec une réduction progressive du taux d'inflation. (...) La leçon la plus instructive qu'il convient de retenir de l'expérience brésilienne est la compatibilité de l'objectif d'une réduction progressive du taux d'inflation avec la mise sur pied d'un système de correction des effets de l'inflation... Les Brésiliens préfèrent en définitive ne plus avoir besoin d'être protégés de l'inflation plutôt que d'être protégés de celle-ci, même de façon satisfaisante*».

¹. *Le Monde*, 28/12/73.

². *Le Monde*, 28/12/73.

Trop peu, trop tard

Si les bonnes intentions n'ont pas manqué, il est néanmoins permis de s'interroger sur les résultats tangibles enregistrés par la France dans ses relations commerciales avec le Brésil.

L'exposition de 1971 a enregistré un succès d'estime considérable. Plus, il est une évidence que des progrès appréciables ont été accomplis. Ainsi, les exportations vers le Brésil ont atteint 756 millions de francs en 1971, contre 444 l'année précédente, soit une progression de 70%. Mais cette accélération doit être relativisée par les résultats des pays concurrents. Sur ce point, force est de constater que le mouvement est comparable chez tous les partenaires du Brésil. C'est la hausse globale des importations brésiliennes, pays en pleine croissance, qui explique les bons résultats français beaucoup plus que le dynamisme des industriels de l'Hexagone. De fait, en 1964, la France était le quatrième fournisseur du Brésil ; en 1971 elle n'est plus que le septième, derrière les États-Unis, la RFA, le Japon, la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Argentine. En 1975, la France a encore perdu un rang.

Illustrant ces résultats désespérants, Christian Megrelis, directeur général de «Export Assistance International» dresse un inventaire des erreurs et faiblesses françaises. Il expose les progrès en trompe l'oeil enregistrés à partir de l'exposition de 1971 : *«Comme tout le monde a fait la même chose, notre part de marché est restée constante»*, et met en avant la frilosité des entrepreneurs comme cause principale de cet échec : *«L'explication réside dans le protectionnisme accentué d'un pays dont la balance commerciale est traditionnellement déficitaire et qui, par conséquent, avantage systématiquement les pays disposant chez lui d'une forte structure industrielle. Si la politique de stimulation des investissements étrangers, poursuivie avec constance depuis la venue au pouvoir des militaires, n'a pas réussi à redresser le déséquilibre des échanges malgré des ressources naturelles qui devraient placer le pays dans le peloton de tête des nations exportatrices de matières premières, elle a eu au moins l'avantage de favoriser ceux qui ont cru bon de courir le risque brésilien»*¹.

Cela donne l'impression d'un marché «verrouillé», dans lequel les Français ne peuvent guère trouver d'opportunités. Monsieur Froissart, directeur des études économiques de Berliet n'exprime pas une autre idée lorsqu'il répond à un journaliste lui demandant ses intentions vis à vis du

¹. *Le Figaro*, 26/04/76.

marché brésilien : «*Bien sûr, nous aimerions y être, mais c'est trop tard. La concurrence est trop fortement installée*»¹.

De toute évidence le coup d'État militaire du 1^{er} avril 1964 et sa radicalisation entre, 1968 et 1972, ont montré toute la dimension affective que revêtent les relations franco-brésiliennes. A une tendance mettant en avant l'autoritarisme des militaires et leur répression, avec parfois quelques abus de langage, une autre se dégage au même moment pour souligner les réussites économiques enregistrées à Brasilia. L'idéologie est ici au coeur des débats, comme l'atteste une presse française dont les préoccupations respectives reflètent jusqu'à la caricature des politiques éditoriales bien distinctes. Il est à noter par ailleurs que, si les deux discours sont présents tout au long de notre période, à l'exception notable du quasi-silence sur le Brésil entre 1964 et 1968, ils ne suivent pas la même évolution. Le premier, militant, est prépondérant surtout entre 1968 et 1972, alors que le second, économique, tend à prendre le relais au début des années 70.

Toutefois, l'arrivée du choc pétrolier va voir le Brésil commencer à souffrir, dès 1974, d'une facture énergétique alourdie par une politique des transports reposant sur le tout routier. La France de son côté va s'intéresser de très près aux possibilités offertes par les pays producteurs de pétrole, à commencer par les pays arabes. Dès lors l'intérêt réciproque de la décennie écoulée va s'estomper progressivement, pour se faire fort discret. Une discrétion qui perdure encore aujourd'hui à bien des égards, tant sur les plans politique que journalistique.

* *
*

¹. *Le Figaro*, 26/04/76.